

Comptes du bilan national et des flux financiers, troisième trimestre de 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le vendredi 11 décembre 2020

La valeur nette nationale augmente sous l'effet d'une hausse des actifs non financiers

La valeur nette nationale, soit la somme du patrimoine national et de la position d'actif net étranger du Canada, a augmenté de 572,6 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent pour se chiffrer à 13 236,9 milliards de dollars au troisième trimestre. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse de la valeur des actifs non financiers et à l'amélioration de la position d'actif net étranger du Canada, qui représente la différence entre la valeur de l'actif et du passif du Canada par rapport au reste du monde. La valeur nette nationale par habitant a augmenté pour passer de 331 732 \$ à 344 816 \$.

La position d'actif net étranger du Canada a augmenté de 94,4 milliards de dollars pour se chiffrer à 1 170,1 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre. Pour un deuxième trimestre consécutif, la croissance s'explique par la hausse du cours des actions. Elle a été modérée par l'effet de réévaluation provenant des fluctuations des taux de change de même que par les emprunts nets à l'étranger. Depuis le début de 2020, la position d'actif net étranger du Canada a augmenté de 191,3 milliards de dollars. Puisqu'une plus grande part de l'actif international du Canada est sous forme d'actions par rapport au passif, les fluctuations du cours des actions ont tendance à avoir une plus grande incidence sur la valeur de l'actif.

Le patrimoine national, soit la valeur des actifs non financiers dans l'économie canadienne, a augmenté de 4,1 % pour se situer à 12 066,8 milliards de dollars au troisième trimestre. La valeur des biens immobiliers résidentiels s'est accrue de 3,2 %, ce qui représente l'augmentation trimestrielle la plus marquée depuis 2017, sous l'effet d'une hausse des prix des biens immobiliers et du maintien des taux d'intérêt en position favorable. Le patrimoine en ressources naturelles a augmenté de 237,0 milliards de dollars en raison d'un raffermissement des prix de l'énergie et de la production après un premier semestre faible en 2020. La valeur des biens de consommation durables, y compris les automobiles, a augmenté de 21,4 milliards de dollars, principalement sous l'effet des dépenses de consommation élevées au cours du trimestre.

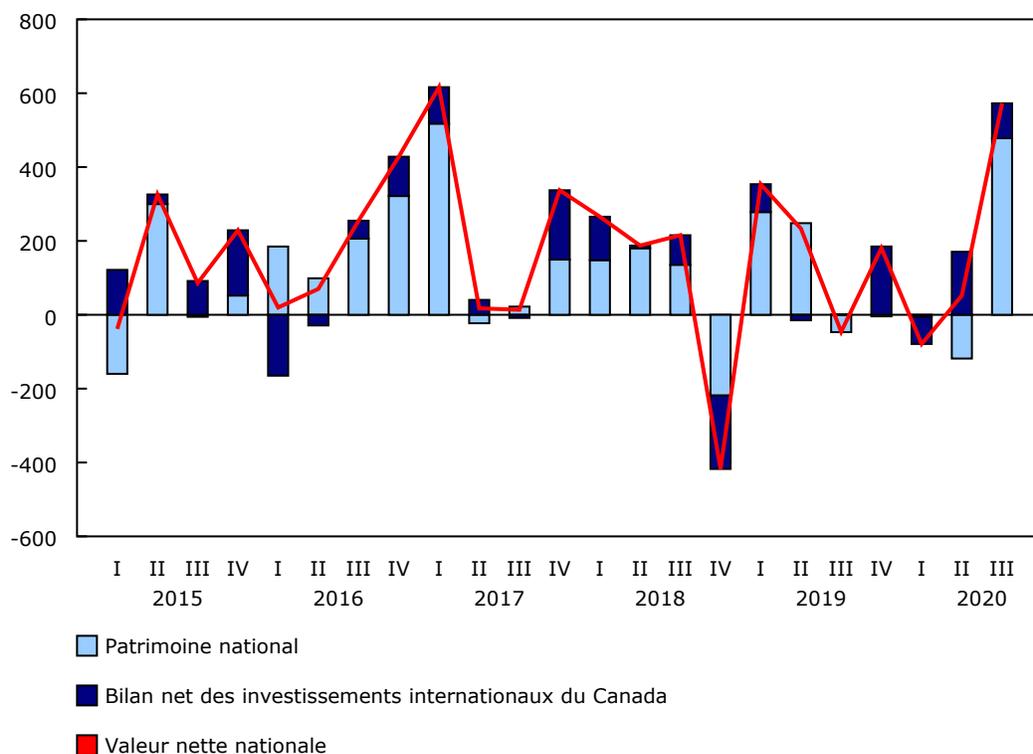
Répercussions de la pandémie de COVID-19

Au troisième trimestre, l'économie canadienne a montré des signes de reprise à la suite d'arrêts de production généralisés et d'autres restrictions en réponse à la pandémie de COVID-19 plus tôt cette année. La rémunération des employés a retrouvé une partie de sa vigueur et de nombreux Canadiens sont retournés au travail, ce qui a donné lieu à une baisse du niveau de dépendance des Canadiens aux mesures de soutien du gouvernement. Les transferts gouvernementaux ont diminué par rapport au trimestre précédent, mais ils ont tout de même contribué à un deuxième trimestre consécutif de fortes économies des ménages. Les fonds destinés à soutenir ces programmes gouvernementaux ont été principalement financés par un volume sans précédent de ventes d'obligations et d'émissions d'effets à court terme. Au troisième trimestre, les administrations publiques ont encore une fois vendu un volume d'obligations sans précédent tout en réduisant considérablement leur dette globale sous forme d'instruments à court terme. Par conséquent, la dette publique a continué de croître, mais à un rythme beaucoup plus lent qu'au trimestre précédent. Après avoir inscrit un recul marqué au début de l'année, les marchés boursiers ont graduellement progressé vers leurs valeurs observées avant la pandémie. Malgré cette reprise des marchés, l'économie canadienne demeure dans l'incertitude en raison de l'augmentation des taux d'infection par la COVID-19 et des mesures de confinement en place dans certaines régions. Les ménages ont fait marche arrière au chapitre de la consommation après la baisse marquée du trimestre précédent : la demande de prêts non hypothécaires s'est accrue et les emprunts hypothécaires sont demeurés robustes en raison de la demande élevée de logements et des faibles taux d'intérêt.



Graphique 1 Variation de la valeur nette nationale, selon la composante

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0580-01.

La valeur des prêts nets des ménages redevient positive

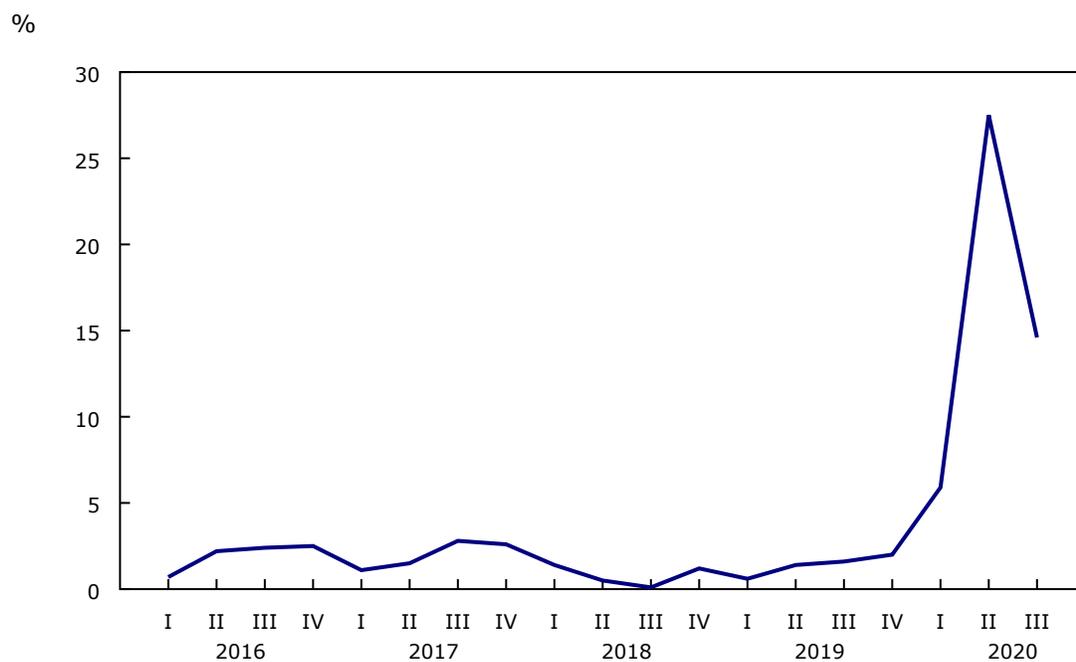
L'épargne du secteur des ménages, à savoir les fonds dont ils disposent pour accroître leur patrimoine, s'est chiffrée à 56,8 milliards de dollars, demeurant élevée pour un deuxième trimestre consécutif, après avoir atteint un niveau sans précédent de 90,1 milliards de dollars au deuxième trimestre. Sur une base désaisonnalisée, au troisième trimestre, la dépendance des Canadiens aux programmes de soutien au revenu a diminué en raison d'une reprise de l'emploi, qui a progressé pour se situer à moins de 3,7 % de son niveau d'avant la pandémie en février, ce qui s'est traduit par une réduction de près de 50 % des prestations d'assurance-emploi. L'augmentation de la rémunération n'a pas entièrement contrebalancé la réduction du soutien gouvernemental, ce qui a entraîné une baisse de 3,1 % du revenu disponible des ménages, lequel est toutefois demeuré supérieur de 9,2 % à celui du quatrième trimestre de 2019. La hausse des salaires, conjuguée aux transferts gouvernementaux toujours élevés, a contribué à contrebalancer la reprise marquée des dépenses des ménages. Le taux d'épargne s'est établi à 14,6 %, en baisse par rapport au sommet de 27,5 % enregistré au deuxième trimestre, mais représente un niveau nettement supérieur à la moyenne à long terme. Bien qu'ils aient investi une plus grande part de leur épargne dans des actifs non financiers, comme le logement, les ménages sont demeurés des prêteurs nets pour un deuxième trimestre consécutif, ce qui signifie que leurs opérations en actifs financiers ont dépassé leurs opérations en passifs (c.-à-d. en emprunts), les ménages ayant contribué au patrimoine financier global.

La valeur nette du secteur des ménages, c'est-à-dire la valeur de tous les actifs moins les passifs, a augmenté de 3,0 % pour s'établir à 12 301,2 milliards de dollars au cours du troisième trimestre, après avoir enregistré une reprise sans précédent de 5,3 % au deuxième trimestre. La valeur des actifs financiers a augmenté de 188,6 milliards de dollars, principalement en raison d'une augmentation de 114,7 milliards de dollars de la valeur

des actions, y compris une hausse notable de la valeur des actions de fonds communs de placement. De même, la Bourse de Toronto a progressé de 3,9 % après une hausse de 16,0 % un trimestre plus tôt. Parallèlement, le passif financier a augmenté de 1,9 %, principalement sous l'effet d'une augmentation sans précédent des emprunts hypothécaires.

La valeur des actifs non financiers a augmenté de 214,6 milliards de dollars, principalement en raison d'une hausse de 183,8 milliards de dollars dans le secteur des biens immobiliers résidentiels. Après une baisse prononcée de l'activité de revente de biens immobiliers résidentiels au deuxième trimestre, le volume des ventes en dollars a connu une forte hausse de 88,8 % au troisième trimestre, tandis que le nombre d'unités vendues a augmenté de 67,0 %, alors que l'activité de revente a repris et que la demande refoulée a entraîné une hausse des prix. D'une année à l'autre, les volumes des ventes ont augmenté de 60,4 % par rapport au troisième trimestre de 2019. Il s'agit de la plus forte augmentation trimestrielle enregistrée depuis 2009. Malgré le ralentissement de l'activité de revente de biens immobiliers résidentiels au deuxième trimestre, les ventes d'unités ont augmenté de 5,8 % au cours des trois premiers trimestres de 2020 par rapport à la même période en 2019. La valeur des biens immobiliers résidentiels a augmenté de 3,2 %, puisque plus du quart des Canadiens qui effectuaient la plupart de leurs heures normales de travail travaillaient de la maison à la fin du trimestre. L'investissement en logements, qui comprend l'investissement en logements neufs, a également atteint son niveau le plus élevé jamais enregistré. Sur une base désaisonnalisée, l'augmentation est principalement attribuable aux coûts de transfert de propriété (+137,4 %) et, dans une moindre mesure, à l'activité de rénovation (+20,3 %). En ce qui concerne le passif, les ménages ont financé leurs achats d'habitations au moyen de prêts hypothécaires, ce qui s'est traduit par une augmentation sans précédent de la valeur des prêts hypothécaires au troisième trimestre, en raison des coûts d'emprunts qui se sont maintenus à des creux historiques.

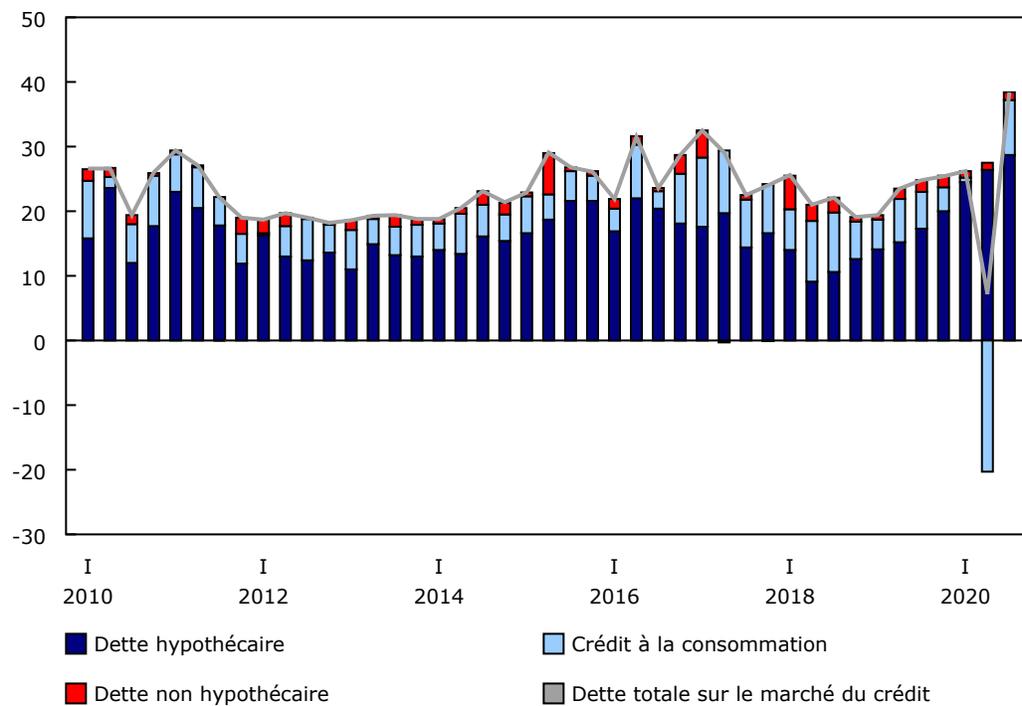
Graphique 2 Taux d'épargne des ménages, désaisonnalisés



Source(s) : Tableau 36-10-0112-01.

Graphique 3 Dettes des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

Reprise des emprunts sur le marché du crédit

Sur une base désaisonnalisée, les emprunts totaux sur le marché du crédit ont augmenté de 7,2 milliards de dollars pour s'établir à 38,4 milliards de dollars au troisième trimestre. Après avoir diminué de 19,2 milliards de dollars au deuxième trimestre, la dette non hypothécaire des ménages a recommencé à croître pour inscrire une hausse nette de 9,7 milliards de dollars. La demande de prêts hypothécaires a augmenté de 28,7 milliards de dollars, atteignant un nouveau sommet après un niveau sans précédent d'emprunts hypothécaire au deuxième trimestre. Les intérêts sur les paiements hypothécaires différés s'ajoutant au solde hypothécaire existant des emprunteurs ont été à l'origine d'une partie de la demande de prêts hypothécaires au cours des trois derniers trimestres, qui a atteint un sommet au deuxième trimestre pour ensuite diminuer de façon marquée.

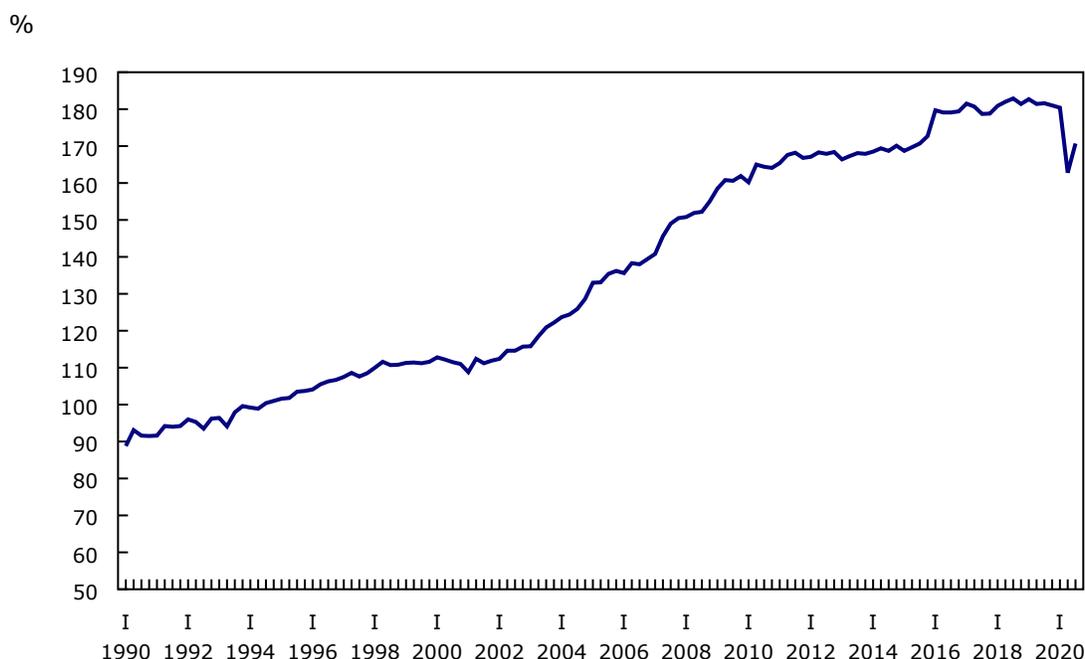
L'encours de la dette sur le marché du crédit (crédit à la consommation, prêts hypothécaires et prêts non hypothécaires) s'est élevé à 2 417,4 milliards de dollars à la fin du trimestre. La dette hypothécaire s'est établie à 1 627,8 milliards de dollars. Les prêts non hypothécaires se sont chiffrés à 789,5 milliards de dollars. Dans l'ensemble, le montant de la dette en report à la suite des diverses mesures d'allègement offertes par les prêteurs avait considérablement diminué à la fin du troisième trimestre. La valeur de la dette sur le marché du crédit par habitant a augmenté pour passer de 62 345 \$ à 62 971 \$.

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond au total des paiements obligatoires du capital et des intérêts sur la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages, a augmenté pour atteindre 13,22 %, après s'être chiffré à 12,36 %, à la suite de la diminution la plus marquée jamais enregistrée. Bien que les reports de paiement en réponse à la pandémie de COVID-19 aient continué d'avoir une incidence sur les paiements obligatoires du capital effectués, les reports de six mois ont commencé à diminuer progressivement vers la fin du troisième trimestre. Bien que les paiements d'intérêts continuent d'être comptabilisés selon la

méthode de la comptabilité d'exercice, en raison des reports de paiements, le total des paiements hypothécaires obligatoires était inférieur de près de 20 % au deuxième trimestre par rapport au total des paiements hypothécaires obligatoires sans ces reports. Toutefois, au troisième trimestre, ce pourcentage était tombé pour se situer à moins de 10 %.

La dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages a augmenté pour passer de 162,8 % à 170,7 %, sous l'effet d'une hausse de 1,6 % de l'encours de la dette sur le marché du crédit et d'une baisse de 3,1 % du revenu disponible des ménages. Autrement dit, il y avait 1,71 \$ de dette sur le marché du crédit pour chaque dollar de revenu disponible des ménages, comparativement à 1,81 \$ au quatrième trimestre de 2019. La dette des ménages est agrégée dans toutes les tranches de revenus, mais, de façon générale, les ménages des quintiles de revenus inférieurs ont tendance à avoir un ratio de la dette au revenu disponible plus élevé.

Graphique 4 Dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible des ménages, données désaisonnalisées



Source(s) : Tableau [38-10-0238-01](#).

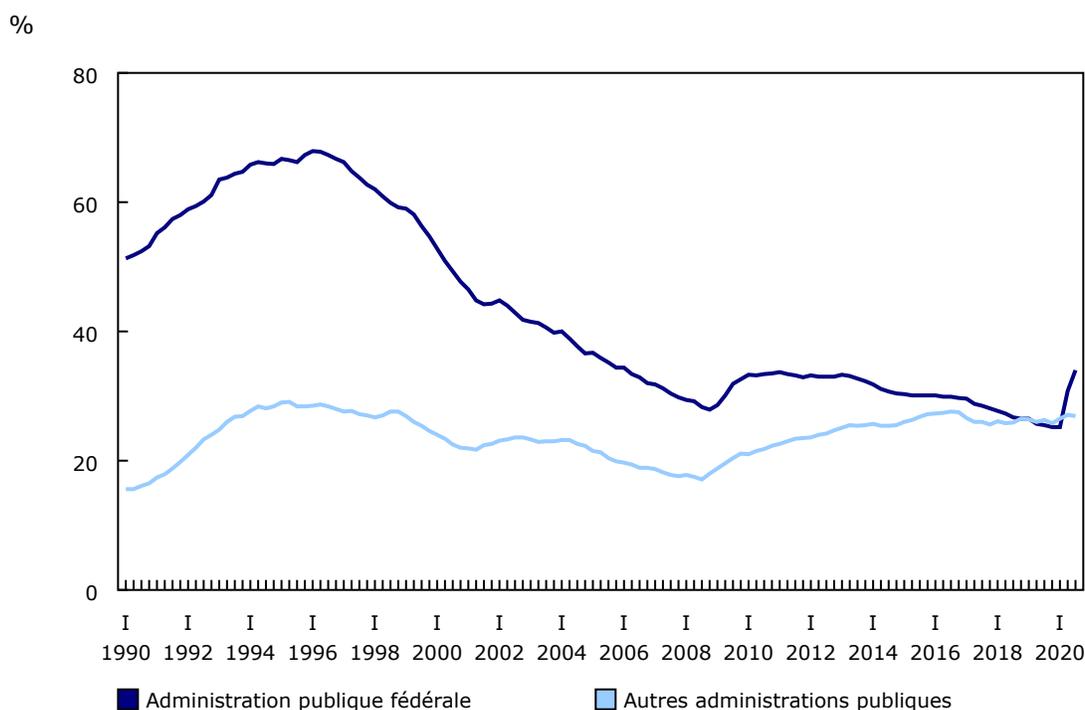
Les emprunts de l'administration publique fédérale ralentissent

La demande de la dette sur le marché du crédit de l'administration publique fédérale s'est élevée à 0,6 milliard de dollars au troisième trimestre, en forte baisse par rapport aux 302,1 milliards de dollars recueillis au deuxième trimestre. Les emprunts importants sous forme d'obligations fédérales se sont poursuivis au troisième trimestre, les émissions nettes s'élevant à 77,4 milliards de dollars, mais ils ont été largement contrebalancés par les liquidations nettes d'effets à court terme (-76,2 milliards de dollars), ce qui marque un passage des emprunts à court terme aux emprunts à plus long terme. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, la Banque du Canada est une contrepartie importante dans les opérations d'emprunt de l'administration publique fédérale. De plus, l'administration publique fédérale a enregistré une réduction importante de sa devise et de ses dépôts en raison du maintien des programmes de soutien au troisième trimestre, après une hausse sans précédent au deuxième trimestre stimulée par les produits de la vente d'obligations et de bons du Trésor.

Les autres ordres de gouvernement (à l'exclusion des caisses de sécurité sociale) ont réduit leurs emprunts, qui sont passés de 65,4 milliards de dollars au deuxième trimestre à 24,6 milliards de dollars au troisième trimestre. La plus grande part de ces emprunts ont été effectués sous la forme d'émissions d'obligations provinciales. Les autres ordres de gouvernement ont également réduit leurs passifs en effets à court terme en effectuant des liquidations nettes de 4,6 milliards de dollars.

Le ratio de la dette nette de l'administration publique fédérale (valeur comptable du total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) au produit intérieur brut (PIB) s'est accru pour s'établir à 34,0 %. Le ratio de la dette nette des autres administrations publiques au PIB a légèrement reculé pour passer de 27,1 % à 26,9 %.

Graphique 5 Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut



Source(s) : Tableau 38-10-0237-01.

Les sociétés privées non financières transfèrent leurs sources de financement

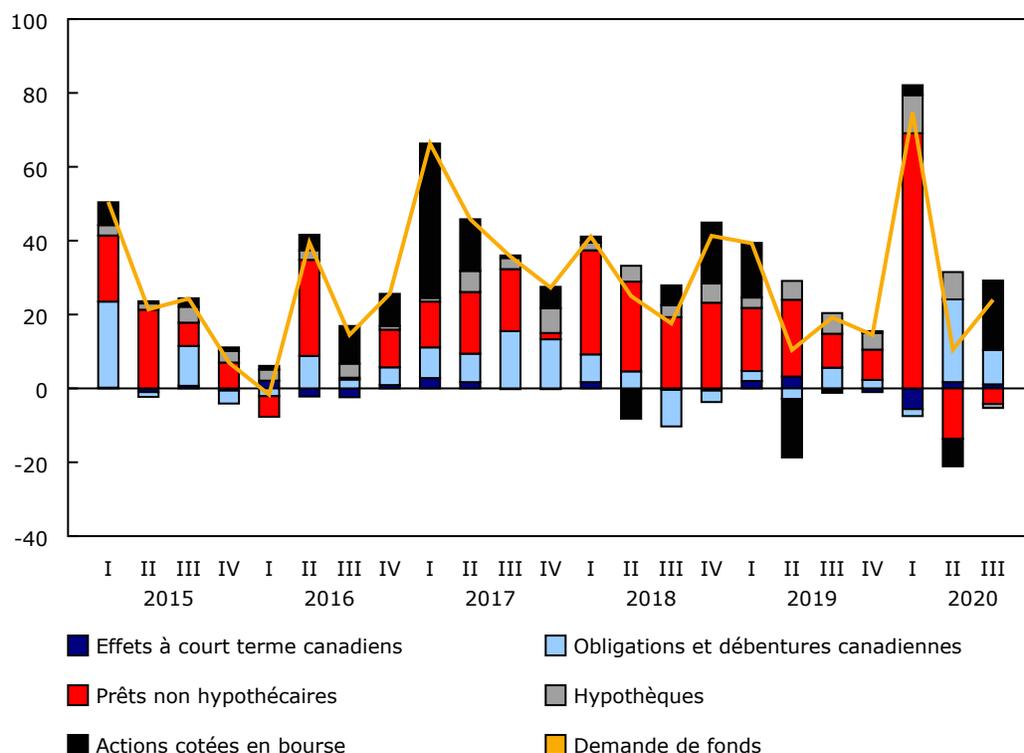
La demande de fonds des sociétés privées non financières s'est établie à 24,0 milliards de dollars au troisième trimestre, en hausse par rapport à la valeur de 10,5 milliards de dollars enregistrée au trimestre précédent. Les fonds ont été recueillis principalement par l'émission d'actions, un changement marqué par rapport à la dépendance à l'égard des émissions d'obligations au trimestre précédent.

Les emprunts sous forme de prêts non hypothécaires ont continué de diminuer par rapport au sommet atteint au premier trimestre de 2020. Ce repli est principalement attribuable à la réduction des prêts consentis par les banques à charte (-22,4 milliards de dollars), ce secteur prêteur étant retourné à ses niveaux d'endettement observés avant la pandémie. Par ailleurs, les non-résidents (+8,9 milliards de dollars) et l'administration publique fédérale (+3,9 milliards de dollars) ont continué de fournir des fonds à des sociétés privées non financières, notamment par l'entremise de programmes gouvernementaux, comme le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui accorde des prêts aux entreprises. Le programme se poursuivra jusqu'au premier trimestre de 2021.

Le ratio d'endettement (à la valeur marchande) des sociétés privées non financières a diminué pour passer de 206,1 % à 200,5 %. Les actions détenues par les sociétés privées non financières ont augmenté davantage que leurs titres de créance, car le cours des actions a continué de compenser les pertes subies par le marché au premier trimestre de 2020.

Graphique 6 Demande de fonds des sociétés privées non financières

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0579-01.

L'offre de fonds du secteur financier diminue

Le secteur financier a injecté 23,3 milliards de dollars dans l'économie au moyen d'instruments du marché financier, en baisse par rapport aux 307,8 milliards de dollars injectés au trimestre précédent. Les fonds injectés au troisième trimestre ont surtout pris la forme d'obligations (+89,5 milliards de dollars), et ont été contrebalancés en grande partie par les liquidations d'effets à court terme (-83,7 milliards de dollars). L'augmentation des prêts hypothécaires a plus que contrebalancé la baisse de la demande de prêts non hypothécaires. À la suite d'un solide premier trimestre, les actifs de prêts non hypothécaires ont connu deux baisses trimestrielles consécutives, une tendance qui n'avait pas été observée depuis la crise financière, lorsque les prêts non hypothécaires se sont contractés pendant cinq trimestres consécutifs.

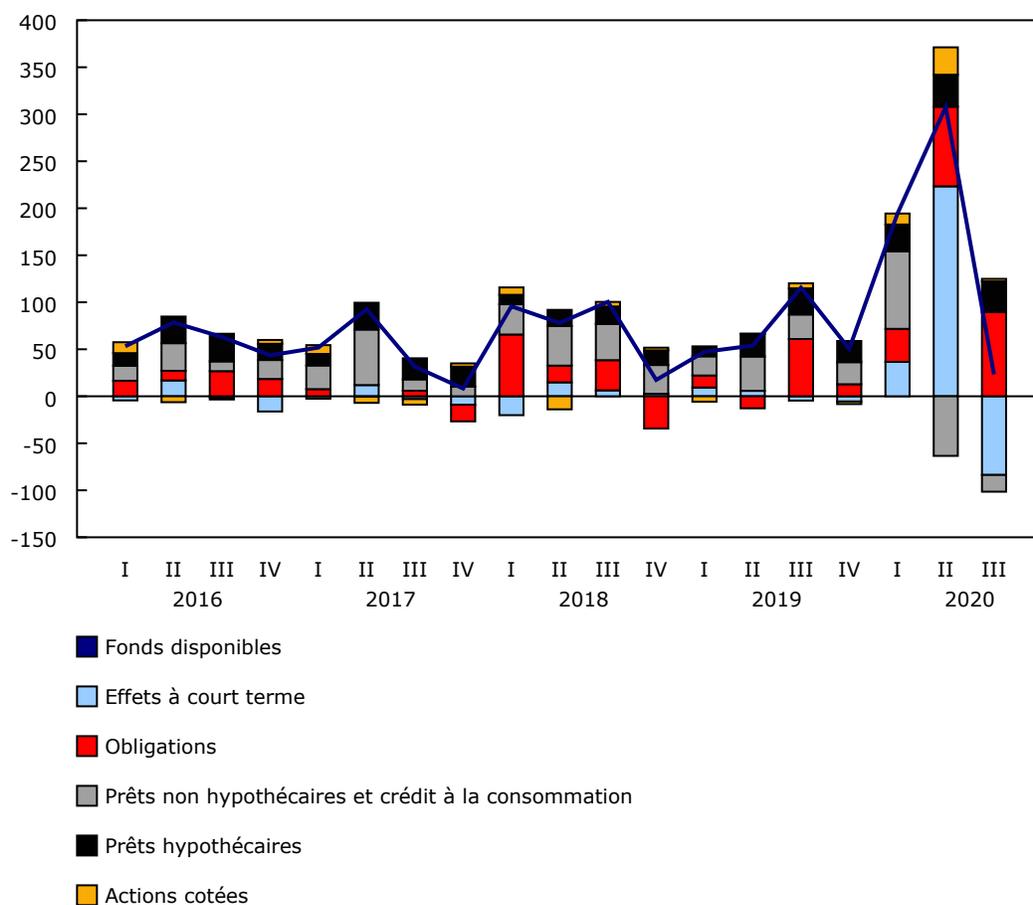
La Banque du Canada, un sous-secteur du secteur financier et un acheteur important de titres d'emprunt des administrations publiques depuis le début de la pandémie, a continué d'accroître ses avoirs, bien que les programmes d'achat de la Banque aient commencé à diminuer. Cette expansion est principalement attribuable à

l'augmentation des avoirs en titres d'emprunt à long terme, qui a été partiellement contrebalancée par des liquidations à grande échelle d'effets à court terme, principalement des effets d'une durée de trois mois, émis plus tôt au cours de la pandémie.

La valeur marchande des actifs financiers s'est accrue de 2,1 % pour se chiffrer à 17 471,3 milliards de dollars. Les portefeuilles d'actions et de parts de fonds d'investissement (+322,6 milliards de dollars) ont augmenté au cours du trimestre, tandis que les actifs en devises et en dépôts, principalement détenus par les banques à charte, ont augmenté de 71,2 milliards de dollars et que les actifs de prêt ont diminué de 5,9 milliards de dollars. Les fonds communs de placement, dont le patrimoine est principalement détenu par les ménages, ont fait l'objet de réévaluations à la hausse et de flux positifs en actions étrangères et en actions cotées en bourse alors que les marchés ont commencé à progresser vers les niveaux observés avant la pandémie.

Graphique 7 Prêts accordés par le secteur financier

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0578-01.

Note aux lecteurs

Révisions

La présente diffusion des données du troisième trimestre des comptes du bilan national et des flux financiers comprend les estimations révisées du premier trimestre de 1990 au deuxième trimestre de 2020. Ces données intègrent des données nouvelles, des données révisées ainsi que des données mises à jour sur les tendances saisonnières. Un aperçu de ces révisions aux concepts, aux méthodologies et aux statistiques est présenté dans le document « [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2020](#) ».

Des améliorations aux données des comptes du bilan national et des flux financiers, telles que l'élaboration de renseignements détaillés sur les contreparties par secteur, seront incorporées sous peu. Afin de faciliter cette initiative ainsi que d'autres améliorations, il a fallu prolonger la période de la révision annuelle (normalement les trois années précédentes) au moment de la diffusion des données du troisième trimestre. Ainsi, pour les deux prochaines années, lors de la diffusion des comptes financiers et du patrimoine du troisième trimestre, les données seront révisées rétrospectivement jusqu'à 1990 pour assurer une série chronologique continue.

Comptes financiers et du patrimoine sur une base de qui à qui : certains instruments financiers

Le produit de visualisation des données « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) » a été mis à jour en fonction des données du premier trimestre de 1990 au troisième trimestre de 2020.

Prochaine diffusion

Les données du quatrième trimestre de 2020 sur les comptes du bilan national et des flux financiers seront diffusées le 12 mars 2021.

Aperçu des comptes financiers et du patrimoine

La présente diffusion des données des comptes financiers et du patrimoine regroupe les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et les comptes des autres changements d'actifs.

Les CBN sont composés des bilans de tous les secteurs et sous-secteurs de l'économie. Les principaux secteurs sont les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques et les non-résidents. Les CBN englobent tous les actifs non financiers nationaux et toutes les créances d'actifs et de passifs financiers non réglées de tous les secteurs. Afin de permettre une meilleure interprétation des données sur les flux financiers, certaines séries sur les emprunts des ménages sont offertes sur une base désaisonnalisée (tableau [38-10-0238-01](#)). Toutes les autres données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les CFF permettent de mesurer les prêts et les emprunts nets par secteur en examinant les opérations financières dans l'économie. Ils fournissent une mesure de l'investissement financier net, qui correspond à la différence entre les opérations en actifs financiers et en passifs financiers (p. ex. les achats nets de titres moins les émissions nettes de titres). Les CFF mettent également en lumière le lien entre les activités financières et non financières dans l'économie, lequel associe les estimations de l'épargne et l'acquisition de capital non financier (p. ex. l'investissement en logements neufs) aux opérations financières sous-jacentes.

Alors que les CFF enregistrent des changements dans les actifs et les passifs financiers entre l'ouverture et la fermeture du bilan associés aux transactions lors de la période de comptabilisation, la valeur des actifs et des passifs détenus par une institution peut aussi changer pour d'autres raisons. Ces autres types de changements, que l'on appelle les autres flux économiques, sont enregistrés dans le compte des autres changements d'actifs.

Ce compte comporte deux composantes principales. La première composante principale est le compte des autres changements de volume d'actifs. Ce compte comprend les changements dans les actifs et les passifs non financiers et financiers liés à l'apparition économique et à la disparition d'actifs, les effets d'événements externes comme les guerres ou les catastrophes sur la valeur des actifs ainsi que les changements de classification et de structure des actifs. La deuxième composante principale est le compte de réévaluation, qui présente les gains et les pertes d'avoirs revenant aux propriétaires d'actifs et de passifs non financiers et financiers pendant la période de comptabilisation découlant des changements dans les évaluations aux prix du marché.

À l'heure actuelle, seul l'agrégat des autres changements d'actifs est accessible dans le Système canadien des comptes macroéconomiques; aucun renseignement sur les différentes composantes n'est accessible.

Les définitions relatives aux indicateurs financiers sont présentées dans le document intitulé « [Indicateurs financiers des Comptes du bilan national](#) » et dans le [Glossaire du Système canadien des comptes macroéconomiques](#).

Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages

Le compte du bilan national pour le secteur des ménages est réparti entre un certain nombre de dimensions socioéconomiques dans le cadre des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages. Des données sur le patrimoine et ses composantes selon le quintile de revenu, l'âge, la génération et la région peuvent être consultées dans les tableaux [36-10-0585-01](#), [36-10-0586-01](#), [36-10-0589-01](#) et [36-10-0590-01](#).

Il est possible d'en apprendre davantage sur la méthodologie utilisée pour les estimations sur le patrimoine des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages en consultant l'article « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, estimations des répartitions des actifs, des passifs et de la valeur nette, 2010 à 2019 : rapport technique sur la méthodologie et la qualité.](#) »

Tableau 1
Comptes du bilan national — Valeur marchande, données non désaisonnalisées

	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Deuxième trimestre au troisième trimestre de 2020
	milliards de dollars						variation en milliards de dollars
Valeur nette nationale	12 557	12 511	12 691	12 612	12 664	13 237	573
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	1,9	-0,4	1,4	-0,6	0,4	4,5	...
Patrimoine national	11 764	11 717	11 712	11 707	11 589	12 067	478
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	2,2	-0,4	-0,0	-0,0	-1,0	4,1	...
Bilan net des investissements internationaux du Canada	793	794	979	905	1 076	1 170	94
Valeur nette nationale, par secteur							
Secteur des ménages	11 386	11 502	11 698	11 341	11 943	12 301	358
Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages	129	132	135	139	142	145	3
Secteur des sociétés	778	616	551	955	560	746	185
Secteur des administrations publiques	264	261	307	177	19	45	25
	dollars						variation en dollars
Valeur nette nationale par habitant	334 014	330 949	334 867	331 965	331 732	344 816	13 084
Patrimoine national par habitant	312 918	309 947	309 041	308 141	303 554	314 335	10 781

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau 36-10-0580-01.

Tableau 2
Indicateurs du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages — Valeur marchande

	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020
	%					
Secteur des ménages, données non désaisonnalisées						
Dette en proportion du produit intérieur brut (PIB)	102,69	103,35	103,12	103,56	107,92	110,97
Dette en proportion du revenu disponible	180,83	181,27	180,87	179,58	174,29	173,07
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	178,59	179,04	178,60	177,19	172,13	170,93
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	169,15	169,60	169,12	167,81	163,00	161,99
Valeur nette en proportion du revenu disponible	884,15	883,69	887,93	850,02	863,97	867,60
Dette en proportion des actifs totaux	16,98	17,02	16,92	17,44	16,79	16,63
Dette en proportion de la valeur nette	20,45	20,51	20,37	21,13	20,17	19,95
Dette sur le marché du crédit en proportion de la valeur nette	20,20	20,26	20,11	20,85	19,92	19,70
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion de la valeur nette	19,13	19,19	19,05	19,74	18,87	18,67
Total des actifs en proportion de la valeur nette	120,45	120,51	120,37	121,13	120,17	119,95
Actifs financiers en proportion de la valeur nette	63,73	64,01	64,22	62,09	63,06	62,76
Actifs financiers en proportion des actifs non financiers	112,35	113,27	114,39	105,19	110,41	109,72
Capitaux propres en proportion des biens immobiliers	73,50	73,29	73,28	73,54	73,62	73,87
Biens immobiliers en proportion du revenu disponible	442,56	440,71	440,31	444,40	438,27	440,46
Secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages, données non désaisonnalisées						
Dette en proportion du PIB	104,87	105,54	105,30	105,76	110,21	113,31
Dette en proportion du revenu disponible	180,02	180,45	180,03	178,80	173,56	172,28
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	175,69	176,13	175,67	174,49	169,41	168,11
Secteur des ménages, données désaisonnalisées						
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	181,45	181,55	181,03	180,41	162,80	170,70
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	171,86	171,94	171,44	170,87	154,17	161,74

Source(s) : Tableaux 38-10-0235-01 et 38-10-0238-01.

Tableau 3
Indicateurs du secteur des sociétés — Données non désaisonnalisées

	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020
	%					
Secteur des sociétés						
Dette totale des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur marchande)	194,32	196,57	194,57	223,88	206,08	200,50
Dette sur le marché du crédit des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur comptable)	62,60	63,74	63,12	69,42	66,96	64,82
Dette sur le marché du crédit (à la valeur comptable) des sociétés privées non financières en proportion du produit intérieur brut (PIB)	68,09	68,54	67,83	72,06	74,81	75,97

Source(s) : Tableaux [38-10-0236-01](#), [38-10-0234-01](#) et [36-10-0103-01](#).

Tableau 4
Indicateurs du secteur des administrations publiques — Données non désaisonnalisées

	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020
	%					
Secteur des administrations publiques						
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), administrations publiques	109,91	110,37	108,66	112,81	132,21	135,91
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	42,02	41,93	41,38	42,51	57,57	59,47
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	63,19	63,23	62,42	64,06	69,27	71,59
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administrations publiques	38,21	38,26	37,33	37,85	43,03	45,49
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	25,73	25,46	25,19	25,15	30,75	33,99
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	25,97	26,29	25,81	26,46	27,12	26,86

Source(s) : Tableau [38-10-0237-01](#).

Tableaux disponibles : [11-10-0065-01](#), [36-10-0448-01](#), [36-10-0467-01](#), [36-10-0578-01](#) à [36-10-0580-01](#) et [38-10-0234-01](#) à [38-10-0238-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1804](#) et [1806](#).

Le document « [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2020](#) », qui fait partie de la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)), est maintenant accessible.

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X2018015](#)).

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, patrimoine : outil interactif](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X2020006](#)).

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Statistiques sur les titres financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X2019004](#)).

Le portail [Statistiques des comptes économiques](#), accessible sous l'onglet *Sujets* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leurs structures.

Il est également possible de consulter le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)).

Il est également possible de consulter le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-607-X](#)).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).